

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
Cedex 09  
65017 TARBES

TARBES, le 05/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ARDOISIERE DES PYRENEES - Hayalot (ex de L'Est)**

28 Cami deth Canteret  
65200 Labassère

Références : 2023-0356-DP  
Code AIOT : 0006801153

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement ARDOISIERE DES PYRENEES - Hayalot (ex de L'Est) implanté 28 Cami deth Canteret 65200 Labassère. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARDOISIERE DES PYRENEES - Hayalot (ex de L'Est)
- 28 Cami deth Canteret 65200 Labassère
- Code AIOT : 0006801153
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « Ardoisières des Pyrénées » est une filiale du groupe ROY TP qui est basé près de Mont-de-Marsan. Elle exploite sur la commune de Labassère (65200), au lieu-dit "Hayalot", une carrière de schistes ardoisiers, et un atelier de façonnage de l'ardoise extraite. Les ardoises sont utilisées pour des parements, des lauzes, des dallages, des murs de clôture.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement à l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-09-00001 du 29 septembre 2022,
- Vérifications par sondages de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-41-3 modifié du 10 février 2004.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Production maximale annuelle et horaires	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Documents et registres	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Signalisation	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Eaux rejetées canalisées	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
20	Déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
25	Eau : prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
26	Prévention des incendies	AP Complémentaire du 04/08/2010, article 32.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection visait à constater le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2022-09-00001 du 29 septembre 2022 portant l'extension du site. Lors de l'inspection il a été constaté que l'exploitant n'avait pas démarré les travaux préparatoires à l'exploitation de la zone d'extension (bornage, déplacement des clotures, décapage...). En conséquence, les constats concernent notamment des non-conformités en lien avec la complétude du dossier d'exploitation, la gestion de déchets et rebuts, les risques de pollution accidentelle et chronique, la gestion des accès au site, les moyens de lutte contre l'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Production maximale annuelle et horaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier administratif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La production maximale annuelle est limitée à 10 000 tonnes. L'activité sur le site (sauf chantiers exceptionnels) est effectuée du lundi au vendredi dans la plage horaire suivante : de 08h00 à 19h00. L'exploitation est interdite le week-end et jours fériés.
<b>Constats :</b> L'exploitant informe l'inspection de ses horaires de travail qui sont : 07h30-12h00 / 13h00-17h00, en semaine uniquement. <b>L'inspection constate un écart avec les horaires d'activité sur site mentionnés dans l'arrêté du 10 février 2004, et demande à l'exploitant de modifier ses plages d'activité pour ne pas débiter avant 08h00.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Documents et registres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier administratif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les documents, plans ou registres établis en application du présent arrêté et tous les résultats des mesures effectuées au titre du présent arrêté sont tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne disposait pas lors de l'inspection, d'un plan des réseaux : réseau électrique, alimentation en eau dont décanteurs, eaux usées, ... <b>L'inspection lui demande d'actualiser son plan d'exploitation avec ces éléments.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Intégration paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Des carcasses d'engins et des déchets métalliques ont été identifiés sur le site d'exploitation. <b>L'inspection demande de les évacuer en filière dûment autorisée pour garantir la propreté des installations et de leurs abords.</b> <b>La gestion de ces déchets devra être conduite en conformité avec les dispositions de l'article 32.5 "déchets" de l' Arrêté Préfectoral du 04/08/2010 et de la réglementation applicable en la matière (registre, identification des déchets, bordereaux...)</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 5 : Plan de bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 16
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier administratif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant toute extraction, un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation. L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant explique avoir lancé une opération de bornage et de géoréférencement de la partie sud de l'exploitation. <b>L'inspection a constaté que les travaux sur la zone autorisée en extension n'avaient pas démarré.</b> <b>L'inspection rappelle l'obligation de report sur le plan d'exploitation des bornes du périmètre d'autorisation et de nivellement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans suite

N° 14 : Signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité de l'accès au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès et en tout autre point le justifiant.
<b>Constats :</b> Des clôtures et panneaux ont été disposés à proximité des accès au site. Les panneaux sont conçus à partir d'ardoise et sont peu visibles.  <b>L'inspection demande à l'exploitant de renforcer l'affichage d'interdiction d'accès, à proximité de tous les accès au site, par des panneaux au format normalisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures d'évitement des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>De manière générale, l'entretien et le ravitaillement des engins de chantier, ainsi que le stockage de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont interdits sur les zones d'exploitation (fronts, carreau, pistes). Ces opérations sont réalisées sur une aire étanche ou tout dispositif équivalent. L'exploitant doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'aucune pollution des eaux et des sols ne soit possible.</p> <p>À ce titre, il établit une procédure d'intervention. Des kits absorbants et anti-pollution sont disponibles pour ces opérations. Ils sont adaptés au risque présenté par l'opération concernée. Indépendamment de ce qui précède, tous les engins sont équipés de kits anti-pollution. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir -50 % de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés. Ils doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Les terrains souillés doivent être traités comme des déchets. En cas de panne d'un véhicule ou engin de chantier, celui-ci est acheminé hors de la zone d'exploitation dans les lieux adaptés précités. Si pour des raisons de sécurité son acheminement n'est pas possible et qu'il s'avère nécessaire de recourir à un dépannage in situ, toutes les dispositions devront être prises, tant en attendant de ce dépannage qu'au cours de celui-ci, pour éviter la fuite et la dispersion de produits polluants. Le dépannage devra être effectué dans les meilleurs délais compatibles avec la sécurité des personnes intervenant sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b> Des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas entreposés sur des systèmes de rétention.</p> <p><b>L'inspection demande par conséquent, d'installer les liquides susceptibles de provoquer une pollution sur des dispositifs de rétention dimensionnés selon les préconisations de l'arrêté préfectoral du 04 août 2010.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Eaux superficielles provenant de l'extérieur du site :</i> Elles doivent être si nécessaire drainées à l'extérieur du périmètre d'exploitation afin d'éviter qu'elles ne pénètrent sur la zone en exploitation. Au besoin, elles sont dirigées vers un ou plusieurs bassins de décantation correctement dimensionnés pour répondre à une pluie d'orage d'une durée minimale d'une heure.</p> <p><i>Eaux superficielles du périmètre autorisé :</i> De manière générale, les eaux de pluie qui sont susceptibles de ruisseler hors du site doivent être recueillies et acheminées vers des dispositifs de décantation (noues, bassins, ..) permettant de respecter les critères de qualité avant rejet tels que définis ci-dessous. Il en est de même pour les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées par des matières en suspension et/ou des hydrocarbures.</p> <p><i>Exutoires :</i> Les seuls points de rejet dans le milieu naturel sont constitués par les sorties des dispositifs de décantation ci-dessus (noues, bassins de décantation des eaux pluviales,). Quand ils sont pérennes, l'exploitant doit les localiser sur un plan adapté. Les points de rejet sont équipés d'un dispositif de prélèvement.</p> <p><i>Qualité des rejets aqueux :</i> Ces effluents doivent, avant rejet, respecter les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le pH est compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>• la température est inférieure à 30° C</li> <li>• conductivité- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l</li> <li>• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l</li> <li>• les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p><i>Entretien :</i> L'exploitant établit une procédure d'entretien des ouvrages de traitement des eaux avant rejet.</p> <p><i>Contrôles :</i> L'inspection des installations classées peut demander que l'exploitant réalise des contrôles de la qualité des effluents, au point de rejet (exutoires). Les paramètres de contrôle sont définis ci-dessus.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant explique que l'exutoire de la zone de ravitaillement étanche est connecté à un séparateur à hydrocarbures dont ne sont connus, ni le bon état de fonctionnement, ni l'historique de maintenance, ni la localisation de rejet sortant.</p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de justifier du bon fonctionnement et du bon entretien du système de traitement des eaux issues de la zone de ravitaillement, remettre à jour son rejet qui ne peut se faire par infiltration ; ou, à défaut, remettre en état l'ensemble des organes de cet ouvrage de traitement.</b></p> <p><b>La localisation du réseau de traitement doit être matérialisée sur site et consignée sur un plan des réseaux.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 32.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets conformément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (code de l'environnement et ses textes d'application),</li> <li>• aux orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets dangereux</li> <li>• et dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.</li> </ul> <p>Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.</p> <p>Élimination des déchets : L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du code de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'enjustifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de déchets dangereux que les déchets cités dans les arrêtés ministériels réglementant le stockage des déchets dangereux. Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés. Les déchets industriels banals non triés ne peuvent plus être éliminés en décharge. On entend par déchets triés, les déchets dont on a extrait au moins les matériaux valorisables (bois, papier, carton, verre, etc.). Les déchets dangereux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement sont interdits et ne peuvent transiter dans l'établissement. Les filières de traitement adoptées doivent respecter le principe de non-dilution.</p> <p>Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement) et conservés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• code du déchet selon la nomenclature,</li> <li>• dénomination du déchet,</li> <li>• quantité enlevée,</li> <li>• date d'enlèvement,</li> <li>• nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,</li> <li>• destination du déchet (éliminateur),</li> <li>• nature de l'élimination effectuée.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b> La plateforme étanche de ravitaillement était encombrée de déchets liés à la maintenance des engins de chantier : batterie, filtres, fluides usagés.</p> <p><b>L'inspection demande que ces déchets soient évacués conformément à la réglementation. Les bordereaux d'enlèvement seront à consigner et conserver au dossier d'exploitation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 24 : Mesures en faveur de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures en faveur de la biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Mesures en faveur de la biodiversité : Dans le but de préserver les enjeux de biodiversité identifiés, l'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaliser l'entretien des délaissés pour contenir les espèces invasives (Buddleia)</li> <li>• mettre en défens les lisières en bordure d'exploitation (utilisées comme axe de chasse pour les chiroptères)</li> <li>• conserver des zones de pierriers en bordure de l'exploitation favorables aux amphibiens et aux reptiles contactés sur le site.</li> </ul> <p>L'exploitant précise sur le plan d'exploitation, les zones mises en défens en bordure d'exploitation, ainsi que les pierriers concernés par la préservation de la biodiversité. Les zones concernées sont mises en place sur l'avis d'un écologue. La mise en place de ces mesures intervient au plus tard le 19 septembre 2023.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant explique réaliser des entretiens réguliers pour contenir le Buddleja davidii. Les zones mises en protection pour la biodiversité ne sont en revanche ni matérialisées ni reportées sur plan.</p> <p><b>L'inspection rappelle à l'exploitant que la mise en place de ces mesures de protection de la biodiversité doivent être effectives au plus tard le 19 septembre 2023. L'inspection précise que ces zones doivent être situées hors zone de travail. Elles devront être matérialisées/balisées sur place en vue de leur protection et reportées sur le plan d'exploitation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans suite

**N° 25 : Eau : prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eau - Prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.  Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.  L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant explicite que l'alimentation en eau des installations se fait depuis une source naturelle. Il n'a pas été installé de compteur volumétrique sur ce prélèvement.  <b>L'inspection demande qu'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée soit mis en place. Le relevé des volumes prélevés doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 26 : Prévention des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2010, article 32.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions réglementaires relatives à la prévention des risques d'incendie, l'exploitant prend toutes autres dispositions utiles, en particulier celles décrites dans son dossier de demande, pour éviter l'ignition et la propagation d'incendies.</p> <p>En particulier, les stockages de produits inflammables ou combustibles, les installations comportant des moteurs thermiques ou électriques, les engins de chantier et les véhicules ainsi que les différents locaux sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations et normes en vigueur.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les différentes installations devront être desservies par une voie permettant la circulation et l'utilisation faciles des engins de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b> Il est apparu que des extincteurs n'avaient pas été vérifiés en 2022.</p> <p><b>L'inspection demande que la vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie soit réalisée prestement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois